



UNION INTERNATIONALE DE LA PRESSE FRANCOPHONE

Par Regine.lefevre7@hotmail.fr

Revue de presse

No 494 en date du 17.10.2019

Dans le cadre des 88 pays et états appartenant à la Francophonie institutionnelle
<https://www.francophonie.org/statut-et-date-adhesion-Etats-et-gouvernements-28647.html>
et des pays et états non adhérents à la Francophonie institutionnelle (Algérie, Azerbaïdjan et Vallée
d'Aoste) dans lesquels se situent des sections de l'Union de presse francophone

Toutes les informations et tous les communiqués en provenance des sections de l'UPF sont gérés par UPF internationale
Seules les informations concernant ces sections, faisant l'objet d'une publication dans la presse, sont reprises dans la revue

SOMMAIRE

- 1 – LIBERTE DE LA PRESSE EN POLOGNE – « RSF : Elections législatives en Pologne : en matière de liberté de la presse, il faut s'attendre au PiS »**
- 2 – JOURNALISTE EN HAÏTI – « RSF - Nouvel assassinat de journaliste en Haïti »**
- 3 – OFFRE D'EMPLOI – « *Jeuxvideo.com* recrute un(e) journaliste (CDI) »**
- 4 - JOURNALISTE EN SLOVAQUIE – « Le Slovaque téméraire : Arpad Soltesz, journaliste et romancier »**
- 5 – DISPARITION JOURNALISTE EN FRANCE – « Mort du journaliste Pierre Bocev »**
- 6 – JOURNALISTE EN ALGERIE – « Le journaliste de la Radio Oued Souf Adel Azeb placé en détention préventive »**
- 7 – FONDATION AU LIBAN – « Face aux atteintes à la liberté, la Fondation May Chidiac honore des journalistes internationaux »**
- 8 – JOURNALISME EN ARMENIE – « Le directeur de l'agence *Armenpress* récompensé du Prix international Marzani pour le journalisme »**
- 9 – JOURNALISME EN FRANCE – « La méthode *Médiapart*, vue par Pierre Péan dans *Le Monde diplomatique* »**
- 10 – JOURNALISTE AU MAROC – « Le roi du Maroc gracie la journaliste Hajar Raissouni, condamnée pour avortement illégal »**

1 – LIBERTE DE LA PRESSE EN POLOGNE – « RSF : Elections législatives en Pologne : en matière de liberté de la presse, il faut s’attendre au PiS »
<https://rsf.org/fr/actualites/elections-legislatives-en-pologne-en-matiere-de-liberte-de-la-presse-il-faut-sattendre-au-pis>

Jeudi 10 octobre 2019

Par RSF

Le parti conservateur Droit et Justice (PiS) au pouvoir en Pologne est crédité d'une confortable victoire aux élections du 13 octobre prochain qui verront 30 millions de Polonais renouveler les membres des deux chambres du Parlement. Or depuis son arrivée au pouvoir, le PiS a multiplié les attaques contre les médias entraînant un recul du pays de 30 places en quatre ans dans le Classement mondial de la liberté de la presse de RSF.

Tandis que la Pologne fait les gros titres de la presse internationale depuis quatre ans, le parti au pouvoir Droit et Justice (PiS) inquiète les sphères politiques européennes. En cause : le nombre incalculable de mesures adoptées ou annoncées qui sapent les normes partagées par les États membres notamment en matière de médias et qui a amené la commission européenne à déclencher pour la première fois de son histoire l'article 7 du traité de l'UE pour "*violation grave*" des valeurs fondamentales en décembre 2017, après six mois de mise en garde.

"Rien ne semble en effet arrêter le gouvernement conservateur dans sa détermination à "refonder la Pologne" et à "repoloniser les médias" déclare Pauline Adès-Mével, responsable de la zone UE-Balkans de RSF. La liberté de la presse est en effet l'une des principales victimes de cette politique et il faut s'inquiéter de voir le parti conservateur renforcer sa politique répressive tous azimuts contre les médias."

Dès janvier 2016, les médias publics ont officiellement été rebaptisés "médias nationaux" et transformés en outils de propagande pro-gouvernementale où il y est fait l'éloge en continu du parti au pouvoir. Les dirigeants de ces médias ne tolérant aucune critique, plus de 250 journalistes ont quitté l'audiovisuel public au cours des deux années qui ont suivi cette refonte.

Simultanément, les pressions contre les médias indépendants se sont intensifiées et s'apparentent désormais à un véritable harcèlement judiciaire. RSF s'était élevée dès 2017 contre le caractère sans précédent d'une plainte qui faisait encourir une peine de trois ans de prison à un journaliste d'investigation, accusé de terrorisme pour avoir publié un livre d'enquête sur le ministre de la défense de l'époque.

Des journalistes du quotidien indépendant *Gazeta Wyborcza*, la bête noire du gouvernement, ont été menacés de poursuites pour diffamation -qui en vertu du code pénal polonais fait peser sur eux des peines d'emprisonnement- parce qu'ils refusaient de retirer des articles mettant en cause le leader du parti au pouvoir. Dans ce contexte, difficile pour les journalistes de ne pas prendre les actions du parquet comme un avertissement : s'ils abordent des sujets similaires, ils rencontreront des difficultés.

Journalistes indépendants, chaînes privées, groupes de presse détenus par des propriétaires étrangers, tous sont devenus les ennemis d'un gouvernement qui veut les éliminer pour poursuivre sa mainmise sur les institutions-clés, comme le Tribunal constitutionnel, qui permettrait de rendre quasi irrévocables les atteintes à l'Etat de droit constatées depuis quatre ans.

Dans un pays où le Premier ministre Mateusz Morawiecki a lui-même déclaré que "80% des médias polonais sont aux mains des opposants politiques du PiS, qui n'ont cessé d'attaquer le gouvernement", l'inquiétude est grande à l'aube de ce scrutin. Le parti conservateur a d'ailleurs laissé entendre qu'il voulait adopter une loi spéciale pour les journalistes et instaurer une sélection en fonction de leur loyauté à l'égard du PiS. Alors, malgré les promesses de ne pas tenter au "principe de transparence de la profession de journaliste", tous craignent qu'un échec des défenseurs de l'Etat de droit dimanche soit synonyme d'un ancrage durable de la Pologne dans le camp des régimes autoritaires en Europe.

La Pologne figure au 59ème rang du Classement mondial de la liberté de la presse 2019 établi par Reporters sans Frontières.



2 – JOURNALISTE EN HAÏTI – « RSF - Nouvel assassinat de journaliste en Haïti »

<https://rsf.org/fr/actualites/nouvel-assassinat-de-journaliste-en-haiti>

Vendredi 11 octobre 2019

Par RSF



Le journaliste Néhémie Joseph a été assassiné le jeudi 10 octobre 2019 dans la ville de Mirebalais (centre du pays). Il s'agit du deuxième journaliste tué cette année en Haïti. Reporters sans frontières (RSF) est extrêmement préoccupée par l'intensification des attaques contre la presse dans ce pays et appelle les autorités à renforcer la protection des journalistes sur l'ensemble du territoire.

Ce jeudi 10 octobre 2019, le journaliste **Néhémie Joseph** a été assassiné à proximité du parc de Bayas, dans la municipalité de Mirebalais (centre du pays). Des individus armés l'ont abordé puis forcé à se loger dans le coffre de son propre véhicule, avant de l'atteindre mortellement de trois balles.

Néhémie Joseph était journaliste pour la radio *Panic FM* à Mirebalais et correspondant permanent dans le département du centre pour la radio *Méga*, basée à Port-au-Prince. Selon les premiers témoignages recueillis, il avait récemment signalé sur les réseaux sociaux et sur des forums de discussion faire l'objet de menaces de mort de la part de certains individus de Mirebalais.

Il était très critique du gouvernement en place et dénonçait régulièrement la mauvaise gestion de la crise politique par les autorités locales.

“Les autorités haïtiennes doivent de toute urgence identifier les auteurs de cette sordide exécution, déclare Emmanuel Colombié, directeur du bureau Amérique latine de RSF. “Les conditions de travail des journalistes haïtiens qui couvrent la crise sociale dans le pays sont extrêmement dangereuses et préoccupantes. Le gouvernement doit assurer leur sécurité sur tout le territoire, et veiller à garantir la liberté d’informer, vitale pour l’ensemble des haïtiens en cette période trouble”

Ce second meurtre de journaliste, après celui de **Pétion Rospide** (*Radio sans Fin*) , le 10 juin 2019, intervient dans un contexte de graves tensions en Haïti: depuis plusieurs mois, les protestations, souvent violentes, se multiplient à travers le pays contre le président Jovenel Moïse, empêtré dans des affaires de corruption. Les journalistes haïtiens sont particulièrement vulnérables et régulièrement pris pour cibles lors de ces manifestations.

En juin 2019, les studios des radios *Télé Zénith* et *Radio Télé Ginen* étaient attaqués par des groupes armés. Le 16 septembre, **Elmon Zidor**, journaliste pour la radio *Hozana FM*, était poignardé à Jacmel (sud du pays). Le 23 septembre dernier, le sénateur Jean-Marie Ralph Fethière, élu du “Haitian Tèt Kale”, le parti au pouvoir, ouvrait le feu devant le Parlement pour disperser la foule et blessait un photographe de l’agence Associated Press (AP). Le 30 septembre, **Edmond Agénor Joseph**, cameraman pour *Radio Sans Fin*, était grièvement blessé par balle alors qu’il couvrait une manifestation.

Enfin, RSF rappelle que le reporter photographe haïtien **Vladimir Legagneur** est porté disparu depuis le 14 mars 2018, et qu’aucune avancée significative n’a été communiquée par les enquêteurs.

Haïti occupe la 62ème place au classement de la liberté de la presse établi par RSF en 2019.

3 – OFFRE D’EMPLOI – « Jeuxvideo.com recrute un(e) journaliste (CDI) »
<http://www.jeuxvideo.com/news/1122998/jeuxvideo-com-recrute-un-e-journaliste-cdi.htm>

Jeudi 10 octobre 2019



Par Rivaol, Journaliste jeuxvideo.com



Jeuxvideo.com recrute un(e) journaliste (CDI)

Si vous passez autant de temps à parler des jeux qu'à y jouer, si vous hésitez entre ouvrir un blog ou une chaîne Twitch et si vous attendez d'avoir platiné votre dernière acquisition avant de nourrir le chat, il faut se rendre à l'évidence : votre place est chez jeuxvideo.com.

Et ça tombe rudement bien, puisque notre rédaction est à la recherche de son(sa) nouveau(elle) membre.

Comme le détaille notre annonce **(1)** - disponible sur la page jobs), nous sommes en quête d'une personnalité affirmée dont les idées de sujets feront mouche en conférence de rédaction, dont la créativité donnera le tournis à notre pôle vidéo et dont les arguments feront pâlir un Ken Bogard des grands jours dans nos émissions de débats.

Si vous vous sentez capable de cohabiter avec le cosplay de Steve Jobs, de supporter les fous-rires encore inexpliqués de Silent_Jay et de tolérer les (beaucoup trop nombreuses) vanes improvisées de Kaaraj, n'hésitez plus et tentez votre chance.

Retrouvez toutes les infos sur notre page jobs et soyez sympa, soumettez de préférence votre candidature via notre page officielle Welcome to the Jungle.

Bonne chance aux postulant(e)s !

<https://www.welcometothejungle.co/fr/companies/webedia/jobs/journaliste-f-h-levallois-perret>

(1)- Journaliste F/H (CDI)

Jeuxvideo.com, le média référence des gamers en France, recrute un(e) journaliste spécialisé(e).

<http://www.jeuxvideo.com/recrute.htm>

Missions :

Sous l'autorité du rédacteur en chef et au sein d'une équipe d'une dizaine de journalistes, tu couvriras l'actualité du jeu vidéo sous toutes ses formes : brèves, tests de jeux, articles de fond, billets d'humeur, interviews, presstours, vidéos commentées, participation aux programmes de notre webTV, etc. En collaboration avec les différents pôles (réseaux sociaux, webTV, production vidéo), tu contribueras aux phases de conception de nouveaux formats écrits et vidéo, notamment à destination du site et de Twitter, et tu seras amené à couvrir différents événements dédiés à la presse, en France comme dans le reste du Monde.

Profil :

Tu es un(e) lecteur(rice) régulier(ère) de jeuxvideo.com, tu apprécies sa ligne éditoriale et te reconnais dans la façon dont nous choisissons et traitons les sujets
Tu es moteur sur la conception et la présentation de formats vidéo, notamment à destination des réseaux sociaux

Ton approche du métier de journaliste est moderne, en cohérence avec les habitudes de consommation de contenus par les fans de jeux vidéo

Tu as envie d'incarner et de représenter jeuxvideo.com, aussi bien sur les réseaux sociaux qu'à l'antenne

Tu es enthousiaste et dynamique, et tu as une vision bienveillante du jeu vidéo et de son développement

Tu maîtrises les techniques SEO, détectes les tendances et sais angler les sujets pour guider efficacement les joueurs dans leur pratique

Tu aimes aller au-delà des infos, les analyser et donner des clefs de compréhension du marché à nos lecteurs

Tu es intéressé(e) par la mutation du marché vers le digital, le cloud gaming et les nouveaux modes de consommation

Tu es débrouillard(e) et astucieux(se), et n'hésites pas à prendre des initiatives

Tu es utilisateur régulier des réseaux sociaux (Twitter, facebook, Instagram, etc.) et tu connais leurs codes

Tu es passionné par l'actualité au sens large et par le contenu en général sur le web

Tu aimes le travail en équipe et tu penses avant tout au rayonnement de jeuxvideo.com

Compétences requises :

Tu as une connaissance encyclopédique des jeux vidéo

Tu as déjà une expérience sur le web en tant que journaliste indépendant(e) ou dans une rédaction spécialisée

Tu es structuré, rigoureux, et tu attaches de l'importance à la méthodologie et au respect des techniques journalistiques

Tu es autonome, aimes prendre des initiatives et qu'on te confie de nouvelles responsabilités

Ton écriture est fluide et sans faute

Tu es à l'aise face à une caméra, tu as des qualités d'orateur(rice), un bon contact et tu sais capter l'attention

Tu lis, écris et parles bien anglais

Une appétence pour l'eSport et des titres comme Overwatch, League of Legends et Fortnite est un plus

Comment candidater ?

Merci d'envoyer les éléments suivants à goyon@jeuxvideo.com avec pour objet

Candidature - Journaliste NOV 2019 :

Ton C.V. à jour

Une lettre de motivation personnalisée, qui nous donne des infos que ton C.V. ne contient pas déjà, sois original(e) ;)

Le test d'un jeu sorti récemment, au format jeuxvideo.com, et que tu as écrit pour l'occasion (jamais publié)

Une vidéo enregistrée avec une caméra, une webcam ou un smartphone, dans laquelle tu nous parles de ton profil de joueur(se) (machines, genres, licences et jeux)

Les candidatures incomplètes ne seront pas examinées.

Détails du poste :

Poste en CDI basé à Levallois-Perret (92)

Pas de télétravail possible

Début de la mission : 18/11/2019

Date limite de candidature : 18/10/2019

Rémunération selon profil et expérience

Mutuelle entreprise et prise en charge des titres de transport à hauteur de 50%

Tous nos postes sont ouverts aux personnes en situation de handicap.

4 - JOURNALISTE EN SLOVAQUIE - « Le Slovaque téméraire : Arpad Soltesz, journaliste et romancier »

https://www.lemonde.fr/livres/article/2019/10/12/le-slovaque-temeraire-arpad-soltesz-journaliste-et-romancier_6015266_3260.html

Samedi 12 octobre 2019

Par Macha Séry



Le Slovaque téméraire : Arpad Soltesz, journaliste et romancier

Issu de la première génération de journalistes indépendants dans son jeune pays, il y dénonce inlassablement les ravages de la corruption et du crime organisé – non sans risques. Son premier roman, « Il était une fois dans l’Est », fait de ce climat malsain une fiction haletante.

Au terme d’une conversation de deux heures et demie, Arpad Soltesz finit par lâcher : « *Si j’avais su, je ne serais pas revenu dans un pays où le fascisme est devenu mainstream.* » Dans les faits, il ne s’était absenté que quelques mois. C’était en 1989, l’année de ses 20 ans, qui vit tomber le mur de Berlin.

Emigré en Allemagne depuis peu, l'étudiant tchécoslovaque décida de rentrer, lui qui, dès sa naissance, avait été programmé pour l'exil.

Deux décennies plus tôt, son père, blessé par balle en 1968 pour avoir photographié l'invasion des tanks russes pendant le Printemps de Prague, avait, en effet, fui vers l'Ouest, une fois rétabli. Sa mère, elle, était restée par peur de la fausse couche que risquerait de provoquer un voyage périlleux. Père et fils ne se sont jamais vus.

A son retour au pays, Arpad Soltesz, jeune journaliste sans références, a rendu compte des balbutiements d'un Etat nouvellement indépendant, la Slovaquie, séparée pacifiquement de la République tchèque en 1993, en proie à toutes les convoitises : privatisations, corruption politique, emprise de la mafia... Puis, en 2017, il en a tiré un formidable « western » littéraire, *Il était une fois dans l'Est*, aujourd'hui traduit par les éditions Agullo. L'« Est » du titre est localisable sur une carte. Il s'agit de la région de Kosice, où Arpad Soltesz est né, et où il a vécu. - Elle est située aux confins extrême-orientaux du pays, près de l'Ukraine, donc aux antipodes de la capitale, Bratislava. « *Les habitants n'ont aucun lien avec l'Etat. Ils estiment ne pas en faire partie. Ils ont l'impression que l'Etat les a abandonnés et qu'ils ne lui doivent rien. Pour résumer, ils vivent selon leurs propres lois.* »

Le genre romanesque pour exprimer la « colère rentrée »

Dans la Slovaquie des années 1990, des trafiquants en tout genre ont prospéré. Les mafieux se sont pavanés, multipliant les signes de richesse. « *Du fait du pouvoir qu'ils possédaient et de la force primitive de l'argent, c'étaient des icônes. Tous les jours, pourtant, ces gangsters commettaient des atrocités et on les regardait sans rien faire.* » Selon son auteur, *Il était une fois dans l'Est*, best-seller dans son pays, a inspiré aux lecteurs un sentiment de dégoût ou de honte. Parfois ils ont ri jaune. « *Les personnages sont fictifs, avertit l'auteur en ouverture. Si vous vous êtes tout de même reconnu dans l'un d'eux, soyez raisonnable et ne l'avouez pas. Les gens n'ont pas à savoir quel salopard vous êtes.* »

[La suite est réservée aux abonnés.](#)

5 – DISPARITION JOURNALISTE EN FRANCE – « Mort du journaliste Pierre Bocev »
https://www.lemonde.fr/disparitions/article/2019/10/14/la-mort-du-journaliste-pierre-bocev_6015452_3382.html

Lundi 14 octobre 2019
Par José-Alain Fralon



La mort du journaliste Pierre Bocev

Grand connaisseur des affaires du monde, il avait couvert, comme correspondant de l'AFP puis du « Figaro » à Moscou, la dislocation de l'Union soviétique avant de rejoindre Bruxelles pour suivre les institutions européennes et, enfin, Berlin. Il est mort le 7 octobre, à l'âge de 72 ans.

« *Les derniers accords de la symphonie (ou plutôt la sonatine) sont prévus lundi prochain* » : dans le mail, teinté d'une douce ironie, qu'il envoyait à une de ses amies quelques jours avant de quitter ce monde, Pierre Bocev, journaliste, avait, une fois encore, tenu à adopter le mot juste. Une « sonatine » plutôt qu'une « symphonie », donc, pour clore sa vie au jour et à l'heure qu'il avait choisis avec ses médecins suisses qui le soignaient pour un cancer et un emphysème incurables : lundi 7 octobre à 13 heures. Avec un verre de whisky dans une main et une cigarette dans l'autre.

Car ce grand escogriffe au gabarit de lanceur de javelot ; ce cuisinier hors pair qui pouvait organiser chez lui des dîners jusqu'à plus d'heure, rassemblant un diplomate américain, un cinéaste géorgien, une poétesse slave et quelques collègues français ; cette « grande gueule », jamais avare de raconter une bonne histoire, avait la précision d'un entomologiste dès qu'il s'agissait de choisir le mot juste et de calibrer ses articles au plus serré. Ainsi, grâce à lui, le lecteur pouvait entrer dans les arcanes d'un sommet européen, comprendre une des multiples crises balkaniques, évaluer les rapports russo-américains, ou encore jauger les performances de l'économie allemande. Le miracle était que, loin des froides analyses des « experts », ses articles avaient, eux, force de vie.

Polyglotte accompli

Cette Europe, de Brest à Vladivostok, Pierre la connaissait et la faisait vivre on pourrait dire charnellement. Qu'on en juge : né le 22 avril 1947 à Skopje, cette ville d'entre dix mondes, d'un père macédonien et d'une mère autrichienne, il fait ses études au lycée français avant de rentrer au bureau de Vienne de l'Agence France-Presse, lieu privilégié à l'époque pour tenter de rendre compte de l'actualité dans les pays d'Europe centrale et orientale alors sous le joug du Kremlin. Après avoir fait un détour par Stockholm, il dirigera le bureau de Moscou de l'AFP de 1983 à 1987. Un court détour à Paris pour le service Etranger de l'Agence et il retourne à Moscou, cette fois pour *Le Figaro*, de 1987 à 1994. Là, il donne son meilleur en couvrant avec maestria la dislocation de l'Union soviétique. Envoyé ensuite à Bruxelles, pour suivre les affaires européennes, ce polyglotte accompli, qui parlait français, anglais, italien, allemand, russe (mais pas la langue de bois), marquera de sa présence les institutions européennes. **La suite est réservée aux abonnés.**

L'hommage de Jean-Claude Juncker à notre confrère Pierre Bocev :

<https://www.lefigaro.fr/international/l-hommage-de-jean-claude-juncker-a-notre-confrere-pierre-bocev-20191009>

6 – JOURNALISTE EN ALGERIE – « Le journaliste de la Radio Oued Souf Adel Azeb placé en détention préventive »

<https://www.algerie-focus.com/2019/10/a-el-oued-le-journaliste-adel-azeb-cheikh-place-en-detention-provisoire/>

Lundi 14 octobre 2019



Le journaliste de Radio Oued Souf, Adel Azeb Cheikh a été placé en détention provisoire. Il a été écroué pour avoir publié, sur son compte Facebook, des images d'un rassemblement de chômeurs devant l'Agence locale de l'emploi !

Selon des sources locales, le directeur de l'agence aurait déposé plainte pour « publication d'images sans autorisation et injures ». Suite à cette plainte, le journaliste a été mis en détention provisoire ce lundi 14 octobre.

Le journaliste s'est distingué par son travail de terrain, aux côtés des manifestations d'El Oued qui ne cessent de protester en réclamant la rupture avec le système depuis le début du Hirak.

L'un de ses posts récents faisait allusion à des tentatives d'intimidation dont il faisait l'objet : « La pieuvre de la bande est irritée ». Elle menace de nous arrêter. Nous résistons pour vivre dans une Algérie démocratique. Salutation aux gens honnêtes au sein des institutions de l'État, de l'armée et du peuple ».

Nous ne cesserons de marteler que le journalisme n'est pas un crime !

7 – FONDATION AU LIBAN – « Face aux atteintes à la liberté, la Fondation May Chidiac honore des journalistes internationaux »

<https://www.lorientlejour.com/article/1190771/face-aux-atteintes-a-la-liberte-la-fondation-may-chidiac-honore-des-journalistes-internationaux.html>

Lundi 14 octobre 2019

Face aux atteintes à la liberté, la Fondation May Chidiac honore des journalistes internationaux.

Tirer la sonnette d'alarme pour les libertés au Liban. C'est sous ce thème que s'est tenue la cérémonie annuelle de la Fondation May Chidiac (MCF), vendredi soir au Seaside Arena, au cœur de Beyrouth.

Comme chaque année, cette ONG, qui porte le nom de la ministre d'État pour le Développement administratif May Chirac, rend hommage à des journalistes de renommée mondiale ayant une carrière remarquable et qui ont défié les dangers pour accomplir leur noble mission : transmettre la vérité à l'opinion publique mondiale. Mais pour l'édition 2019 de son événement annuel devenu une tradition, la MCF a choisi de donner une autre dimension liée aux contextes politique et judiciaire dans lequel il s'est tenu. Dans le prolongement de sa mission visant à former les journalistes en herbe, la Fondation May Chidiac a tenu à mettre en lumière les dangers auxquels les journalistes, reporters et photographes font face en exerçant leur métier. D'ailleurs, la cérémonie officielle a été inaugurée par un reportage détaillant le classement de plusieurs pays du monde en matière de libertés publiques et d'environnement propice aux journalistes. Un bilan sinistre dans le cadre duquel le Liban n'en finit pas de régresser, au vu notamment des multiples atteintes à la liberté d'expression aussi bien dans les médias que sur les réseaux sociaux, et les convocations de journalistes devant la justice pour... avoir rempli leur devoir de poser des questions et d'analyser les derniers développements sur la scène locale.

C'est d'ailleurs sur ce dernier point que May Chidiac, présidente de la MCF et ancienne journaliste à la LBCI, a axé son intervention au début de la cérémonie. « Les Libanais sont attachés à leur droit à la liberté d'expression », a-t-elle lancé, déplorant le fait que « l'on témoigne aujourd'hui d'une alarmante régression des libertés publiques, face à un grave accroissement des menaces contre les journalistes.

Évoquant la situation des libertés au Liban, Mme Chidiac n'a pas mâché ses mots : « Je n'ai jamais pensé que je me trouverais en train de plaider pour la liberté de la presse et le droit des Libanais à s'exprimer librement. » Stigmatisant « les convocations quotidiennes de citoyens et journalistes qui ont commis le crime de donner leurs avis », la ministre d'État pour le Développement administratif a tancé le bureau de lutte contre la cybercriminalité, « dont le pouvoir s'accroît d'une manière alarmante ».

« Il n'y a pas de prisons pour tout le monde. Et les libertés de la presse s'inscrivent dans le prolongement de celles à caractères politique et culturel.

Ainsi, quand ces libertés tombent, les chances d'édifier une société idéale tombent à l'eau », a conclu May Chidiac.

Les lauréats

Puis a débuté la cérémonie de remise des prix avec le vice-président du Conseil, Ghassan Hasbani, et Lina Choueiri Nahas qui ont décerné « le prix Antoine Choueiri pour l'ensemble d'une carrière » à David Ignatius, éditorialiste au Washington Post et qui a couvert les plus grands dossiers du Moyen-Orient. Après avoir réceptionné son prix, M. Ignatius a salué « le courage de May Chidiac, qui est une source d'inspiration ».

Puis c'était au tour du ministre des Télécoms Mohammad Choucair, et Maha Chaer, membre du conseil d'administration de la MCF, de récompenser Georges Leclere pour son parcours devenu synonyme de l'excellence en industrie médiatique. Prenant la parole, le journaliste français, fondateur et président de LGMA Inc., une compagnie de consultants médias, a remercié le Liban, pays qui a témoigné de ses débuts dans le monde des médias.

La Fondation May Chidiac a par ailleurs remis le prix de la performance médiatique exceptionnelle à la journaliste syrienne Zeina Yazigi, que le public arabe a notamment connue en tant que journaliste vedette de la chaîne panarabe al-Arabiya. « Je suis fière de recevoir ce prix porteur de la foi que les difficultés ne réduisent en rien, et la détermination motivée par la foi dans le beau, le vrai et le bien », a-t-elle souligné après avoir obtenu sa récompense des mains du ministre de l'Information Jamal Jarrah et d'Édouard Monin, PDG du centre Ipsos.

Pour ce qui est du prix destiné à rendre hommage aux journalistes engagés, c'est le photographe britannique Paul Conroy qui l'a remporté pour avoir couvert les plus dangereuses guerres de la région, notamment aux côtés de la célèbre journaliste Marie Colvin, tuée à Homs en 2012. Dans son allocution, il a insisté sur l'importance de « continuer à raconter les histoires des peuples ». Il a reçu son prix des mains de la ministre de l'Intérieur Raya el-Hassan et de Chris Rampling, ambassadeur du Royaume-Uni.

La dernière récompense, celle destinée aux journalistes courageux, a été décernée à la jeune journaliste kurde Zehra Dogan, détenue en Turquie pendant plus de deux ans pour avoir évoqué les atteintes aux droits de l'homme. Elle a reçu son prix des mains de Violette Khaïrallah Safadi, ministre d'État pour l'Insertion sociale et économique de la jeunesse et des femmes, et Brent Sadler, ancien correspondant de CNN au Liban.

Une foule de personnalités politiques, diplomatiques et du monde des médias et de la presse ont assisté à l'événement, parmi lesquelles le Premier ministre Saad Hariri, le ministre de l'Information Jamal Jarrah, représentant le président de la République Michel Aoun, les ministres Camille Arousleiman (Travail), Richard Kouyoumjian (Affaires sociales) et Élias Bou Saab (Défense). On notait également la présence d'Élias Hankache (Kataëb) et Eddy Abillama (Forces libanaises), tous deux députés du Metn, ainsi que de leur collègue du Akkar, Wehbé Katicha, et Nicolas Sehnaoui, député de Beyrouth (Courant patriotique libre), des anciens ministres Michel Pharaon et Mohammad Safadi, et des ambassadeurs d'Égypte et des États-Unis, Nazih Naggari et Elizabeth Richard.

La soirée a été animée par la chanteuse Carole Samaha et le groupe de danse Mayyas. Une vente aux enchères a été enfin organisée au profit de la Fondation May Chidiac.

8 – JOURNALISME EN ARMENIE – « Le directeur de l'agence *Armenpress* récompensé du Prix international Marzani pour le journalisme »
http://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=17696

Dimanche 13 octobre 2019
Par *Stéphane*



Le directeur de l'agence *Armenpress* récompensé du Prix international Marzani pour le journalisme

Depuis 12 ans, le Conseil de coopération euro-méditerranéenne organise chaque année le festival « Pensée créative » à Bénévent, en Italie, pour la remise du prix international Marzani pour le journalisme et la littérature dans le but d'apprécier les personnes créatives qui ont mené des activités dans différents pays du monde et dont l'œuvre a une valeur universelle et ont consacré toute leur vie pour présenter aux gens la vérité.

Le directeur de l'agence d'information *Armenpress*, Aram Ananian, est parmi les personnalités qui recevra le Prix international Marzani pour le journalisme et la littérature.

L'événement est organisé sous le patronage de la Chambre des députés d'Italie, du Sénat et du ministère des Affaires étrangères en coopération avec la mairie de Bénévent.

Plusieurs personnalités d'Etat, politiques et publiques aussi bien d'Italie que de différents pays européens, assistent au festival.

Des rencontres et discussions ouvertes s'organisent du 14 au 15 septembre sur l'avenir du Moyen-Orient et des pays de l'Afrique du Nord.

Le prix a été remis au directeur d'*Armenpress* pour la direction efficace d'une agence centenaire et l'engagement audacieux de soulever la cause arménienne et les problèmes humanitaires. Des prix seront remis au rédacteur général de Zartonk, Sevak Hakobian, pour l'expression libre, courageuse et responsable et pour un journalisme impartial.

L'ambassadeur d'Arménie en Italie, Victoria Baghdassarian, recevra le titre de Citoyenne d'honneur par les autorités de San Giorgio del Sannio à la cérémonie du 15 septembre.

Chaque année, un jury composé de membres expérimentés du monde académique, de l'art et du journalisme attribue le Prix international Marzani pour le journalisme et la littérature à des personnes remarquables pour leur engagement, professionnalisme et indépendance dans le monde médiatique.

Cette remise des prix, organisée depuis 2008, vise à stimuler le dialogue de différentes cultures méditerranéennes et à contribuer à leur intégration par le biais d'un journalisme libre, dynamique, innovante et de qualité.

Le chef du jury a informé que la sélection des lauréats a été faite selon des critères précis à la base des définitions du Conseil européen.

Fabio Massimo Castaldo, vice-président du Parlement européen a souligné que la remise des prix en Italie des diplomates et journalistes pas italiens sera la preuve de l'amitié des peuples et de l'importance de la poursuite des mêmes objectifs universels.

9 – JOURNALISME EN FRANCE – « La méthode *Médiapart*, vue par Pierre Péan dans *Le Monde diplomatique* »

<https://www.ojim.fr/la-methode-mediapart-vue-par-pierre-pean-dans-le-monde-diplomatique/>

Jeudi 10 octobre 2019

LA MÉTHODE MÉDIAPART, VUE PAR PIERRE PÉAN DANS LE MONDE DIPLOMATIQUE

Le journaliste Pierre Péan est décédé le 25 juillet 2019. Il collaborait au *Monde diplomatique* depuis 1975 et a fait parvenir avant sa mort, à ce journal un article rédigé en mai et que le mensuel a publié en septembre 2019. Péan était très critique vis-à-vis de ceux qui se définissent comme « *journalistes d'investigation* », qu'il voyait plutôt comme des sous-traitants d'informations fournies par la police ou les magistrats. L'article est réservé aux abonnés du mensuel ou aux acheteurs au numéro, nous en extrayons quelques pépites en rendant un hommage posthume à Pierre Péan, et un hommage tout court au journal qui l'a publié pendant plus de quarante ans. Le titre est de Pierre Péan, les intertitres sont de notre rédaction.

DANS LES CUISINES DE L'INVESTIGATION

Depuis le milieu des années 1980, la vie publique française semble marquée par un paradoxe. D'un côté la montée du chômage, des inégalités sociales et géographiques, la mondialisation économique, le désengagement de l'Etat-providence tel qu'il fut conçu après la seconde guerre mondiale et son redéploiement au profit des entreprises privées ont scandé notre temps. De l'autre, le monde médiatique a hissé au sommet de sa hiérarchie non pas l'enquête sociale ou le reportage économique, susceptibles d'éclairer ces transformations mais un genre et une figure qui d'ordinaire prospèrent quand tout se délite : le scandale de corruption politico-financière et le journaliste dit « *d'investigation* »... Ces anges dévolus corps et âme à la vertu suprême, le droit à l'information, forment une élite au sein de leur profession...

OPACITÉ DE FONCTIONNEMENT

(...) Une singularité de cette activité menée au nom de la morale et de l'exigence de transparence est son opacité. Un gouffre sépare en effet l'image du journaliste d'investigation véhiculée par la presse elle-même à coup de portraits d'enquêteurs, individus au regard ombreux et aux facultés supposées exceptionnelles, photographiés dos à dos comme sur les affiches des films d'espionnage et la pratique du métier...

(...) Bien qu'elles prétendent généralement suivre ce chemin escarpé, la plupart des têtes d'affiche du journalisme travaillent d'une manière radicalement différente (de celle du journalisme d'enquête classique, NDR). Il ne s'agit pas d'enquêter mais d'attendre une fuite. Celle d'un procès-verbal d'audition ou d'enquête que transmet un juge, un policier, un avocat... L'intrépide limier s'emploie ensuite à le réécrire en style journalistique... L'ascension de ce journalisme qui défraie la chronique découle ainsi d'une alliance de circonstance entre une petite fraction du monde judiciaire et une tête d'épingle du monde médiatique...

PRÉSUMPTION D'INNOCENCE ET SECRET DE L'INSTRUCTION AUX OUBLIETTES

(...) l'enquêteur est un gestionnaire de fuites. Le deuxième aspect tient justement à l'origine et à l'usage de ces informations. Leur exploitation repose sur la violation de deux lois, la présomption d'innocence et le secret de l'instruction, au nom d'un principe, le droit à l'information... En d'autres termes, le journaliste ne se contente plus d'aider à la manifestation de la vérité et d'éclairer le jugement des lecteurs : il se fait, dans le cas d'espèce, auxiliaire de justice, voire de police...

EFFETS PERVERS

(...) Cette économie de l'investigation a un double effet pervers. Les journalistes qui acceptent de nouer l'alliance médiatico-judiciaire payent l'accès aux documents d'une extrême dépendance aux sources... Compte tenu du tout petit nombre de magistrats, d'avocats ou de policiers qui acceptent de s'affranchir du secret de l'instruction, le nombre de « grands journalistes d'investigation » se consacrant aux affaires fortement judiciairisées s'est jusqu'ici limité en France à une douzaine... un quarteron d'enquêteurs détient le monopole de l'accès aux pièces d'instruction des affaires sensibles...

L'article en entier mérite lecture, nous espérons que cet emprunt au Monde diplomatique incitera nos lecteurs se procurer le numéro de septembre 2019.

10 – JOURNALISTE AU MAROC – « Le roi du Maroc gracie la journaliste Hajar Raissouni, condamnée pour avortement illégal »

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/10/16/le-roi-du-maroc-gracie-la-journaliste-hajar-raissouni-condamnee-pour-avortement-illegal_6015765_3212.html

Mercredi 16 octobre 2019

Le roi du Maroc gracie la journaliste Hajar Raissouni, condamnée pour « avortement illégal »

La journaliste avait été condamnée fin septembre à un an de prison ferme par le tribunal de Rabat, une affaire qui a suscité l'indignation dans le royaume et à l'étranger.

Le roi du Maroc a gracié la journaliste Hajar Raissouni, récemment condamnée à un an de prison pour « *avortement illégal* » et « *relations sexuelles hors mariage* », selon un communiqué officiel diffusé mercredi 16 octobre. La jeune femme de 28 ans sera libérée « *dans les prochaines heures* », en même temps que son fiancé et que le gynécologue, l'anesthésiste et la secrétaire médicale qui avaient été condamnés avec elle, a fait savoir une source gouvernementale à l'Agence France-press.

La journaliste avait été condamnée fin septembre à un an de prison ferme pour « *avortement illégal* » et « *relations sexuelles hors mariage* » par le tribunal de Rabat, une affaire qui a suscité l'indignation dans le royaume et à l'étranger. Son fiancé avait reçu un an de prison ferme et le gynécologue deux ans ferme. L'anesthésiste octogénaire avait, lui, été condamné à un an de prison avec sursis et une secrétaire à huit mois avec sursis. L'avocat de la journaliste, M^{me} Raissouni, avait dénoncé un procès « *politique* ».

Interpellée fin août à l'entrée d'un cabinet médical de Rabat, la reporter avait été soumise à « *un examen médical sans son accord* », selon elle. Ses avocats avaient assimilé cet examen à de « *la torture* », soulignant des « *manquements de la police judiciaire* » et des « *preuves fabriquées* », et plaidé pour sa libération. Journaliste au quotidien arabophone *Akhbar Al-Yaoum*, elle risquait jusqu'à deux ans de prison en vertu du code pénal marocain, qui sanctionne les relations sexuelles hors mariage et l'avortement quand la vie de la mère n'est pas en danger.

Vives critiques

Lors d'une précédente audience avant son procès, M^{me} Raissouni avait nié tout avortement, assurant avoir été traitée pour une hémorragie interne, ce que son gynécologue a confirmé au tribunal. « *C'est une affaire de répression politique, de répression d'une opinion indépendante, et une vengeance contre sa famille* », avait dit l'historien engagé Maati Monjib, présent à l'audience.

« On est bien conscient que c'est une affaire politique. Mais en tant que mouvement féministe, ce sont les motifs qui nous inquiètent. Ce sont souvent les femmes qui sont victimes de lois liberticides », avait affirmé peu avant le verdict Ibtissam Lachgar, cofondatrice du Mouvement alternatif pour les libertés individuelles.

C'est « une criante injustice, une flagrante violation des droits humains et une atteinte frontale aux libertés individuelles. Un jour noir pour les libertés au Maroc », avait commenté sur Twitter Ahmed Benchemsi, un responsable de Human Rights Watch (HRW). Amnesty avait dénoncé de son côté dans un communiqué « un coup dévastateur pour les droits des femmes au Maroc (...). Les autorités devraient annuler sa condamnation et ordonner sa libération immédiate et sans conditions ». 73 personnes poursuivies pour avortement en 2018

Dans cette affaire, la journaliste dénonce avoir été interrogée par la police sur ses proches, son journal et ses écrits. Un de ses oncles est un éditorialiste engagé d'*Akhbar Al-Yaoum*, un autre est un idéologue islamiste opposé au statut de « commandeur des croyants » du roi Mohammed VI.

Le parquet de Rabat avait assuré que son arrestation n'avait « rien à voir avec sa profession » mais était liée à une enquête judiciaire visant le cabinet médical. L'affaire a soulevé des débats sur les libertés individuelles dans le royaume et sur les poursuites judiciaires visant les voix critiques.

Au Maroc, les arrestations dans les affaires d'avortement concernent en général les praticiens et très rarement les patientes, selon HRW, qui cite Chafik Chraïbi, président de l'Association marocaine contre les avortements clandestins. Dans un manifeste publié le 23 septembre dans plusieurs médias au nom des libertés individuelles, des centaines de femmes se sont déclarées « hors la loi », proclamant avoir déjà violé la législation « obsolète » du pays sur les mœurs et l'avortement.

En 2018, la justice marocaine a poursuivi 14 503 personnes pour débauche, 3 048 pour adultère, 170 pour homosexualité et 73 pour avortements, selon les chiffres officiels. Entre 600 et 800 avortements clandestins sont pratiqués chaque jour au Maroc, selon des estimations.

